



Panorama affaires publiques des actualités du monde de la santé

Semaine du 19 juin 2023

EN RÉSUMÉ

LUNDI 19 JUIN

- Mme Agnès FIRMIN LE BODO – Participation à la première réunion du Comité stratégique de la Maison des Femmes du Havre, présidée par l'ancien Premier ministre Edouard PHILIPPE, maire (DVC) du Havre.

MERCREDI 21 JUIN

- M. Jean-Christophe COMBE – Visite de Géronif, gérontopôle d'Ile-de-France, à Paris 5ème.

JEUDI 22 JUIN

- M. François BRAUN – Visite du Pôle national de répartition des greffons de l'Agence de biomédecine, dans le cadre de la Journée nationale de réflexion sur le don d'organes et la greffe, à Saint-Denis. Inauguration à Lille du nouveau bâtiment de l'Institut Cœur-Poumon, au CHU de Lille. Réunion avec des directeurs généraux des ARS.
- M. Jean-Christophe COMBE – Participation au conseil d'administration de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie. Déplacement à Reims pour inaugurer le tiers-lieu éphémère installé à l'occasion du Congrès de l'association APF France Handicap pour ses 90 ans d'existence, Congrès qu'il ouvrira.

VENDREDI 23 JUIN

- M. François BRAUN – Participation au sommet international pour le nouveau pacte financier mondial. Déplacement au Centre hospitalier d'Antibes, au sein de l'unité de soins palliatifs de l'établissement, puis visite du service des urgences du CHU de Nice - Hôpital Pasteur avec la présentation du projet de futur IHU dédié à la santé respiratoire. Signature d'une convention sur l'expérimentation de boîtiers d'alerte pour des infirmiers libéraux de Nice, en cas d'agression pendant des soins à domicile. Signature d'un arrangement administratif relatif à la création d'un hôpital de jour franco-monégasque de psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent à Beausoleil, avec le ministre d'Etat de la Principauté de Monaco, M. Pierre DARTOUT.
- M. Jean-Christophe COMBE – Visite de la résidence Blanche de Castille de Melun et échange avec la direction, les personnels et des résidents de l'établissement ainsi que le Centre communal d'action sociale.
- Mme Agnès FIRMIN LE BODO – Ouverture de la première journée de l'exercice coordonné organisée par Concours Pluripro. Déplacement à Lille sur le thème du bien vieillir : au CHU, puis à l'espace zen, dédié aux professionnels de santé, de l'Institut Cœur Poumon. Déjeuner de travail sur les thèmes des violences faites aux professionnels de santé et de la santé des soignants. Visite la Maison d'hôtes du CHU et de SILAB, laboratoire d'innovation publique, pour échanger sur l'inclusion numérique des personnes âgées.

Nominations

M. Jérôme MARCHAND-ARVIER : Le conseiller d'Etat, ancien directeur de cabinet de M. Olivier VERAN, au ministère des Solidarités et de la Santé, supervisera la mission sur l'utilisation secondaire des données de santé.

Mme Claire LE BIGOT : L'inspectrice générale de la santé publique vétérinaire, ancienne collaboratrice de M. Stéphane TRAVERT, devient directrice régionale et interdépartementale adjointe de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt d'Ile-de-France.

Mme Céline THIEBAULT MARTINEZ : Jusqu'alors secrétaire générale de l'Institut de la Protection Sociale Européenne-IPSE, ancienne collaboratrice de Mme Laurence ROSSIGNOL, au ministère des Familles, elle a été nommée directrice générale de la Mutuelle des SCOP et des SCIC.

M. Cédric GROUCHKA : Le praticien hospitalier, ancien membre du collège de la Haute Autorité de santé, devient responsable du service médical du Fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante.

Mme Elodie MASSE : Jusqu'alors directrice des affaires publiques, elle a été nommée directrice de la communication et de l'information de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé.

INFOS ET CHIFFRES CLÉS

- Mission d'appui / Numérisation laboratoires** : M. François BRAUN a confié une [mission d'appui](#) au Dr Solène Florence KAMMERER-JACQUET, pathologiste au CHU de Rennes, et au Dr Laurent TRELUYER, directeur des services numériques de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris (APHP), pour faciliter la numérisation des laboratoires d'anatomie et de cytologie pathologiques en soutenant l'investissement des établissements de santé.
- Assemblée des Départements / Finances locales** : Le gouvernement, lors des [Assises des finances publiques](#), a fait plusieurs propositions concernant les collectivités territoriales, qui ont suscité des réserves de l'Association des Maires de France et de l'Association des petites villes de France.
- Dépenses publiques / Santé** : Lors des Assises des finances publiques, le gouvernement a identifié le chantier de la "responsabilisation des acteurs en matière de [dépenses de soins](#)", en vue du projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) pour 2024.
- Dépenses en santé** : Les annonces de restriction sur les [dépenses de santé](#) et les arrêts de travail suscitent des critiques. Les députés Renaissance vont devoir défendre certains choix peu populaires du gouvernement qui veut serrer la vis sur les dépenses de santé et les arrêts de travail.
- Hôpital public / Socialistes** : Les députés socialistes et membres de Commission des affaires sociales, MM. Joël AVIRAGNET, député de la Haute-Garonne, Elie CALIFER, député de la Guadeloupe, Arthur DELAPORTE, député du Calvados, Jérôme GUEDJ, député de l'Essonne, ainsi que le conseiller chargé des affaires sociales au groupe Socialistes de l'Assemblée nationale Simon RUMEL-SIXDENIER ont co-signé une note publiée par la fondation Jean Jaurès au travers de laquelle ils esquissent "[un plan de reconstruction de l'hôpital public](#)".
- Santé mentale / enfants** : Selon la première étude transversale menée par [Santé publique France](#) sur le sujet, 13 % des 6-11 ans présentent "au moins un trouble probable de santé mentale".
- Adoption PPL / Commission des Affaires sociales** : Le projet de loi portant transposition de l'accord national interprofessionnel relatif au partage de la valeur au sein de l'entreprise a été adopté en [commission des Affaires sociales de l'Assemblée nationale](#) dans la nuit de lundi à mardi.
- DGCCRF** : La [DGCCRF](#) a adressé 21 avertissements, 4 injonctions, 5 procès-verbaux pénaux et 2 procès-verbaux administratifs à des assureurs, courtiers et autres mutuelles contrôlés, après avoir constaté des "pratiques abusives" et un "manque de transparence" chez près d'un tiers des 147 établissements passés au crible entre janvier 2021 et avril 2022.